

Hélène Pelosse : " J'ai été contrainte de démissionner "

La directrice générale de l'Agence internationale des énergies renouvelables explique les raisons de son départ



ENTRETIEN

Moins de deux ans après sa création, l'Agence internationale des énergies renouvelables (Irena) connaît une sérieuse embardée : la directrice générale, Hélène Pelosse, a démissionné le 19 octobre en raison d'un grave conflit avec le pays hôte de l'agence, les Emirats arabes unis.

Mme Pelosse, 40 ans, avait été élue en juin 2009, six mois après la création de la nouvelle agence. Avant de rejoindre l'Irena, cette haute fonctionnaire, issue de l'inspection des finances, fut la directrice adjointe du cabinet du ministre de l'écologie, Jean-Louis Borloo.

Elle a notamment suivi les négociations climatiques et la préparation du " paquet énergie climat " européen, finalisé en décembre 2008. Réagissant à cette démission, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré, mardi 26 octobre, que la France avait salué, à plusieurs reprises, " *l'appui sans faille et les efforts constants du pays hôte - les Emirats arabes unis - pour soutenir l'Irena dans sa phase de développement* ". Mme Pelosse explique les raisons de son départ.

Pourquoi avez-vous démissionné du poste de directrice générale de l'Irena ?

Parce que les autorités du pays siège de l'Agence, les Emirats arabes unis (EAU) ont demandé à la France de me faire démissionner, et que l'on m'a contrainte à écrire une lettre de démission. Je l'ai d'ailleurs dit publiquement devant les Etats membres lors du comité administratif et financier, le 23 octobre, à Abou Dhabi. Les Emirats avaient déjà acheté un certain nombre de voix des pays en développement pour être choisis comme siège. Maintenant, ils exercent les mêmes pressions pour contrôler le poste de directeur de l'Agence, ce qui menace son indépendance.

Avez-vous personnellement subi des pressions ?

Un certain nombre de ce qu'on appelle en langage diplomatique des " incidents de sécurité " se sont produits : disparition temporaire de mon passeport, visites de mon domicile, fouille de bagages, interceptions de courriels et blocages d'appels vers certaines personnes, voire menaces à l'encontre de mes proches.



Hélène Pelosse. VALERIO VINCENZO POUR " LE MONDE "

LE KÉNYAN ADNAN AMIN, DIRECTEUR PAR INTÉRIM DE L'IRENA

L'Agence internationale des énergies renouvelables (Irena) a été créée en janvier 2009. Son siège est installé à Abou Dhabi, aux Emirats arabes unis. Cette agence avait été imaginée par Hermann Scheer, député allemand mort le 14 octobre, et qui était un ardent promoteur de l'énergie solaire. Il avait su convaincre le gouvernement allemand de soutenir cette agence, qui devait être un équivalent de l'Agence internationale de l'énergie. Celle-ci, basée à Paris et créée en 1974 dans la foulée du premier choc pétrolier, est davantage tournée vers les énergies classiques. Après une intense bataille diplomatique, les Emirats arabes unis ont obtenu d'abriter le siège de cette nouvelle organisation. Hélène Pelosse a été élue directrice générale en juin 2009, parmi des candidats du Danemark, de la Grèce et du Portugal. L'Agence compte 149 Etats signataires.

L'Irena n'a pas commenté la démission de Mme Pelosse et a nommé un directeur général par intérim, le Kényan Adnan Amin.

[-] fermer

Les Emirats arabes unis veulent-ils contrôler cette agence internationale ?

Absolument. Sur le plan financier, leur statut de premier contributeur leur donne la capacité de peser sur les choix de l'agence. De plus, les fonctionnaires de l'agence n'ont pas obtenu toutes les protections qu'ils seraient en droit d'attendre dans un pays qui applique la charia et qui n'est pas une démocratie. Cela les fragilise du point de vue des libertés individuelles. L'immunité à laquelle les personnels ont droit en tant que fonctionnaires internationaux aurait dû être étendue.

Les intérêts de la France aux Emirats ont-ils affecté vos relations avec l'Etat hôte ?

Oui, tout à fait. Si on avait voulu une Irena qui fonctionne, il n'aurait pas fallu l'installer à Abou Dhabi. Il aurait au contraire fallu soutenir l'Allemagne qui était candidate, cela n'a pas été fait en dépit de la relation franco-allemande. Mais plusieurs pays redoutaient de voir émerger une institution efficace et ils trouvent donc finalement très bien qu'elle soit à Abou Dhabi. Le risque maintenant est que de nombreux projets d'énergies nouvelles soient validés par l'Irena et qu'ils servent d'autres objectifs que le mandat de l'agence, en couvrant au passage des formes de corruption.

Pourquoi certains pays ne veulent-ils pas que l'Irena marche correctement ?

Les Etats-Unis, le Japon, l'Australie, dans une moindre mesure le Royaume-Uni, ne veulent pas que l'Irena fonctionne. Leur méfiance à l'égard des organisations internationales est notoire. Ils préfèrent que l'Agence internationale de l'énergie (AIE), beaucoup plus proche de l'OCDE et de leur vision, ait la compétence sur les énergies renouvelables. Face à ce groupe, les pays européens, surtout la Suède, le Danemark, l'Allemagne, l'Espagne, soutiennent l'Irena et souhaitent qu'elle ait un programme de travail ambitieux et dispose des moyens financiers lui permettant d'être indépendante des Emirats. Ce conflit empêche l'agence de fonctionner correctement.

Y a-t-il une volonté de gêner le développement des énergies renouvelables ?

Tout le monde est conscient qu'il faut aller vers les énergies nouvelles, mais l'Australie, par exemple, qui est le premier exportateur de charbon au monde, veut maîtriser le rythme de cette transition.

Quelle a été l'attitude de la Chine ?

Elle est restée attentive. Mais je pense qu'elle n'a pas besoin de l'Irena pour développer les énergies renouvelables qui constituent pour elle une question vitale. La Chine importe du pétrole, du charbon, elle a un besoin boulimique d'énergie, elle sait qu'elle ne pourra pas se développer sans les énergies renouvelables.

L'Irena devrait-elle être tournée vers les pays en développement ?

Pas seulement. Les pays industrialisés ont aussi intérêt à mettre en commun les connaissances et les ressources. La coopération est nécessaire à un développement massif des nouvelles énergies. Par exemple, l'Espagne et le Portugal ont une production éolienne très importante et ont développé un important savoir-faire en matière d'intégration des énergies renouvelables au réseau électrique traditionnel. Il faut savoir tirer parti de cette expérience plutôt que de sans cesse avoir à réinventer.

L'agence doit aussi développer une vision, montrer - en s'appuyant sur des études de plus en plus solides que produisent par exemple les laboratoires allemands ou l'université Stanford - que le potentiel des énergies renouvelables est beaucoup plus important que ce que l'on pense communément. Obtenir 80 % ou 100 % d'énergies renouvelables est à terme possible. C'est un véritable changement de paradigme. Mais beaucoup de gens ne veulent pas en entendre parler.

Qui ?

Les lobbies. Et d'abord celui des énergies fossiles. Le lobby nucléaire n'est pas très favorable aux énergies nouvelles, mais cela peut changer - une entreprise comme Areva vient par exemple d'investir dans le solaire.

Peut-on sauver l'Irena ?

Ça va être compliqué. Mais je crois beaucoup dans le centre d'innovation et de technologies qui dépendra de l'Irena, mais qui sera installé à Bonn dans les prochaines semaines. Il va faire ce que le siège d'Abou Dhabi ne fera pas en s'appuyant sur l'expertise accumulée par l'Allemagne ces dernières années.

Propos recueillis par Hervé Kempf

© Le Monde

◀ **article précédent**
Le prix des écosystèmes

article suivant ▶
Bruit nocif à New York